

Centenaire de la Grande Révolte Syrienne (1925-2025)

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH), Aix-en-Provence

Colloque international

8-10 décembre 2025

Un siècle de révolutions

NB : English translation below

الترجمة العربية أدناه

Il y a un siècle, en 1925, au sud de Damas, un petit groupe de combattants déclenche un mouvement de résistance armée dans l'espoir de libérer la région de l'occupation coloniale française. Telle une traînée de poudre, la rébellion provoque à la fois un vaste mouvement armé et une mobilisation politique. Des vétérans ottomans de la Grande Guerre organisent les groupes armés. La confrontation avec les forces mandataires françaises est d'une extrême violence. Née au cœur du monde rural, la révolte rencontre un soutien chez des Syriens politisés de toutes appartenances sociales et communautaires. En dépit de ses succès initiaux, les bombardements aériens français et les renforts militaires massifs auront raison de la « *tawra* » (révolution ou révolte) en 1927. Ce soulèvement, la plus importante révolte arabe de l'époque post-ottomane avant celle de Palestine en 1936, incarne jusqu'à ce jour une puissante référence et un modèle. Son histoire est écrite et réécrite par les travaux académiques et la mémoire politique. En 2011, alors que les Syriens descendaient dans la rue pour contester la domination autoritaire des Assad, c'est bien dans la mémoire de la Grande révolte syrienne de 1925, que leurs actions, leurs idéaux, trouvèrent un écho.

Inhérentes aux biais induits par la traduction en langues étrangères, les appellations successives de la Grande révolte de 1925 sont advenues surtout après la fin du mouvement sous la double influence de récits citadins et du nationalisme arabe. Les révoltes des années 1920 (dites « Révolte du Nord 1919-1921 » et « Grande Révolte Syrienne ») doivent être comprises comme l'expression de formes de mobilisation issues de la longue durée, dont la dynamique se situe au croisement de solidarités locales et d'appartenances communautaires modélisées sur les liens du sang (*'aṣabiyya*). Dans le sillage de la Première Guerre Mondiale, les *'iṣābāt* (groupes armés) se transforment sous l'effet de la modernité politique et militaire à une rapidité telle qu'au terme de la Grande Révolte, elles disparaissent définitivement dans leur forme originelle.

Pourquoi les mobilisations populaires ont-elles changé de nature après l'écrasement de la Grande Révolte Syrienne en 1927 ? Pourquoi, alors que les modes de mobilisation post-ottomans semblent avoir disparu de l'Orient arabe, l'héritage et la mémoire de ces révoltes se sont maintenus ? Comment et pourquoi les révoltes des années 1920 constituent une référence au point où elles participent jusqu'à ce jour à faire vivre une véritable culture populaire de la révolte ?

I. Des *ṭawrāt* anticoloniales : révoltés et espaces de révolte

La Grande révolte débute là où le Haut-Commissariat ne l'attend pas. Loin des notables damascènes, les Druzes sont à l'origine des premières actions. Pour beaucoup, ce sont des interlocuteurs administratifs des Français et des anciens cadres ottomans. Ils sont rejoints par les marchands du *Mīdān* de Damas, suivant les canaux d'informations du commerce du grain. La révolte mobilise différents groupes et catégories sociales, et va au-delà de la révolte communautaire et de quelques élites politiques ou militaires : toute une partie de la dernière génération ottomane y participe. Certains militaires de l'armée du Levant, au cœur de la répression, désertent ou rejoignent la révolte. Il s'agira d'interroger le « passage à l'acte collectif » caractéristique des mouvements insurrectionnels en étudiant la variété des connexions entre les individus engagés dans la révolte.

La *ṭawra* est protéiforme : de la manifestation à l'insurrection armée, de la guérilla au tract, de l'occupation à la pétition d'opposition, en passant par le soutien matériel ou financier à la rébellion. Elle s'inscrit dans des formes sociales que l'on peut repérer dans des actes et des slogans. Les contributions devront explorer les mots et les actes de la révolte dans leur diversité, saisir comment celle-ci s'inscrit dans l'espace et le temps. La question de la diffusion de la révolte est centrale : comment convaincre de la rejoindre, ou de s'y opposer ? La mobilisation agit comme un révélateur des structures et des fractures qui traversent la société syrienne : solidarité tribale locale ou régionale, sentiment de communauté religieuse transnationale, alliances éphémères...

Elle bouscule aussi la territorialisation mandataire. La militarisation de la répression, menée par des colonnes militaires et des frappes aériennes, et le faible emploi de forces de police ont conduit à conclure que le mandat ne cherchait pas à contrôler l'espace mais la mobilité. Les diverses polices sont mises en échec lors de la révolte : des gendarmes libanais sont mobilisés pour réprimer le soulèvement, alors que de nombreux gendarmes syriens déposent les armes ou rejoignent la révolte. Par des contacts de résistance et des réseaux post-ottomans, diasporiques, communautaires ou anticoloniaux, les rebelles construisent un mouvement dépassant la Syrie, tout en donnant corps à un proto-nationalisme syrien d'héritage faysalien. Des mobilisations locales aux réseaux internationaux marginaux, des villages du Hauran aux militants du Wadi al-Taym et tribus hors de la géographie de la révolte conventionnelle : l'espace de la révolte devra être défini et redéfini.

II. Questions d'un temps de mutations entre deux mondes (1918-1946)

Entre 1911 et 1920, l'Orient arabe ottoman a subi les effets de la Grande Guerre plus que n'importe quelle autre région de l'empire. L'application des réformes ottomanes (*Tanzīmāt*) telles que l'égalité des sujets du sultan, la conscription et la mobilisation militaire, eut des effets profonds et traumatisants sur les populations, tout comme l'occupation d'après-guerre. Les rébellions post-ottomanes (1919-1927), réunirent sur le terrain des militaires ex-ottomans, des officiels et des gens ordinaires. Qu'ils viennent de Damas, de Beyrouth, de Jérusalem ou de l'hinterland de la Grande Syrie, presque tous haïssaient la division des territoires et l'occupation mises en œuvre par les deux puissances mandataires (France, Grande-Bretagne). Mais, alors qu'ils s'accordaient sur ce qu'ils rejetaient, ils étaient moins unanimes sur ce pourquoi ils se battaient.

Comment les Syriens engagés dans la guérilla se projettent-ils comme société dans leur libération ? Avec quelles représentations de l'État et de la nation à construire se pensent-ils ? Quelle vision territoriale ont-ils ? Est-ce celle d'un territoire national – *al-rubū' al-sūriyya* – dont les contours se définissent surtout après 1927 ? Le thème de l'unité syrienne se construit à partir de la Grande Révolte, pour contrer la division des territoires promue par le mandat d'une part mais aussi, d'autre part, dans un effort, théorisé par les nationalistes, de construire une « nation » (*umma*) syrienne en s'opposant aux divisions communautaires, voire ethniques. Aujourd'hui, l'Unité, sacralisée dans les combats contemporains pour la souveraineté, ne serait-elle pas devenue un pilier de la culture politique syrienne ?

III. D'une *tawra* à l'autre

Les révoltes des années 1920 constituent un élément permanent de l'histoire, de la mémoire et de la politique syriennes au cours du siècle dernier. Elles ont toutefois perdu de leur centralité dans l'identité et le narratif officiels pour des raisons dues à la politique et à l'identité de l'État de 1966 à 2024. La mémoire de ces révoltes est incontestablement revenue au premier plan depuis 2011, et peut-être plus encore depuis décembre 2024. Les régions du Hauran et de Damas furent centrales en 1925 comme elles le sont dans la Révolution syrienne depuis 2011.

De 2011 à 2024, des comparaisons surgissent convoquant à la fois l'histoire des révoltes, de leur territoires et également des vecteurs de leur mobilisations : de la prise de parole généralisée à l'action des militaires (déserteurs ou non), en passant par le rôle des périphéries rurales, par celui des moments et des lieux symboliques (40^e jour, les prières du vendredi, etc.), par la centralité de l'Islam au cœur d'un imaginaire et de références plurielles, et par des formes d'organisation locale de la *tawra*, etc., tout semblait renvoyer à 1919-1927, un temps où l'avenir semblait s'être brusquement ouvert. Un examen approfondi montre un lien avec les combats politiques des années 1930 qui révèlent également une nouvelle génération de nationalistes et l'implication des femmes sur le terrain.

C'est en interrogeant la mémoire de la *tawra* de 2011-2024, au moyen de tous les supports possibles – oraux (chants et chansons incluses), écrits, médias clandestins, vidéos, etc. –, que les chercheurs peuvent signaler l'émergence d'une nouvelle culture protestataire et définir jusqu'où elle s'inscrit dans le sillage des combats de l'entre-deux-guerres et jusqu'où elle est terriblement de son temps.

IV. Redécouvrir les sources

Dans les centres d'archives nationales du monde arabe, nés récemment pour la plupart, les archives contemporaines ne sont que rarement accessibles. En 1959, le Centre des Archives historiques de Damas (*Markaz al-wathā'iq al-tārīḥiyya*) a été constitué de fonds rassemblés au fil des ans par la collecte de documents issus des différentes villes (Hama, Alep, Homs). Dans ce centre, les fonds les plus connus, les plus accessibles sont ceux produits par la bureaucratie ottomane et plus particulièrement les registres des tribunaux (*siḡillāt al-mahākīm*) ; les archives produites postérieurement restées restreintes à quelques séries documentaires, sont souvent constituées de documents d'époque mandataires. Cette centralisation des archives dans la capitale n'a toutefois pas été totale et nombre de documents sont restés dans leur institution de production ou encore dissimulés dans des lieux insolites

par certains érudits. Comme en Égypte, en Syrie le modèle juridique français de protection renforcée des archives et de leur consultation est la norme. Cette protection renforcée engendre une diminution de l'accès aux archives par un système administratif géré au cas par cas plus ou moins arbitraire en fonction du degré d'autoritarisme des gouvernances. Cette doctrine patrimoniale s'opacifie en l'absence d'une législation stricte sur l'obligation d'archivage de la documentation produite par les institutions publiques et renforce le degré de méfiance de certains vis-à-vis des instances officielles de l'archive. Ainsi, l'histoire de la Syrie contemporaine et plus particulièrement de la période du mandat et celle de la construction de l'Etat moderne s'est construite au travers des archives coloniales (particulièrement après l'ouverture au Centre des Archives Diplomatiques de Nantes des fonds d'archives du Haut-Commissariat pour la Syrie et le Liban), des récits autobiographiques ainsi que des fonds d'archives privées dont la consultation dépend du degré de confiance de leurs détenteurs vis-à-vis du chercheur. Si la presse ou la littérature ont permis d'ouvrir le champ à de nombreux travaux dans le souci d'une histoire « à parts égales », les archives « privées » sont devenues de véritables trésors.

Aujourd'hui suite à la chute du régime baathiste des Assad le 08 décembre 2024, il est pertinent de renouveler les questionnements sur l'accessibilité aux sources, les lieux de consignation de la documentation qu'elle soit privée, publique, ou encore privatisée, exilée ou tout simplement dissimulée dans leur institution de production. Si certains fonds ont été soigneusement déplacés en lieux sûrs (notamment ceux du centre des archives historiques de Damas), d'autres restent cachés : leur existence est énigmatique. Après plus d'une décennie de destruction, l'écriture de l'histoire de la Syrie contemporaine entre dans une nouvelle ère, celle de tous les possibles ; le travail de l'historien sera aussi celui de l'archiviste à recenser, trouver, traiter et cartographier l'ensemble des fonds documentaires syriens éparpillés au gré des résistances politiques, des violences guerrières et des exils des détenteurs d'archives.

Modalités de contribution

Nous invitons les chercheur.e.s de toutes disciplines en sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, anthropologie, linguistique, science politique...) à soumettre des propositions de communication qui s'inscrivent dans un ou plusieurs des quatre axes développés ci-dessus. Pour soumettre vos propositions de communications, veuillez les adresser avant le **15 juin 2025** à : colloque.grs@gmail.com. Elles devront se limiter à 300 mots, et comprendront une brève présentation de l'auteur·ice.

En raison des ressources limitées du colloque, nous invitons les participant·es à demander la prise en charge de leur voyage et de leur hébergement par leur institution de rattachement. Les organisateur·ices pourront éventuellement proposer une aide si nécessaire. Les communications auront lieu en présentiel, aucun dispositif de distanciel n'est envisageable.

English version

Centennial of the Great Syrian Revolt (1925-2025)

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH), Aix-en-Provence

International Symposium

8-10 december 2025

A Century of Revolutions

A century ago, in 1925, a small group of fighters sparked a movement of armed resistance south of Damascus, hoping to free the region from French colonial occupation. The rebellion ignited a broad movement of both armed revolt, and political activism. Ottoman Great War veterans organized the fighters. French mandate forces met them with furious counterinsurgent violence. The revolt began in rural areas, but it found support among politicised Syrians of all classes and communities. Despite its initial successes, French aerial bombing and massive military reinforcements crushed the *'tawra'* (revolution or revolt) by 1927. The revolt was the largest post-Ottoman Arab revolt, until Palestine in 1936, and provided a template and model that has remained potent until today. The history of the Revolution, or revolt, has been written and rewritten in academic works and political memory. In 2011, as Syrians took to the streets to protest against al-Assad's authoritarian rule, their actions and ideals found echoes within the Great Syrian Revolt of 1925 and its legacy.

Inherent to the biases induced by translation into foreign languages, the successive names for the Great Revolt of 1925 came about mainly after the end of the movement, under the dual influence of urban narratives and Arab nationalism. The revolts of the 1920s (known as the 'Northern Revolt 1919-1921' and the 'Great Syrian Revolt') should be understood as the expression of patterns mobilisation stemming from a *longue durée*, whose dynamics lay at the crossroads of local solidarity and community allegiances modelled on blood ties (*'aṣabiyya*). In the wake of the First World War, the *'iṣābāt* were transformed by political and military modernity so rapidly that, at the end of the Great Revolt, their original form disappeared definitively.

Why did the nature of popular mobilisation change after the crushing of the Great Syrian Revolt in 1927? Why, while post-Ottoman modes of mobilisation seem to have disappeared from the Arab East, have the legacy and memory of these revolts survived? How and why did the revolts of the 1920s become such a reference that they have helped to sustain a living culture of popular rebellion to this day?

I. Anti-colonial *tawrāt*: rebels and locations of revolt

The Great Revolt began in a location mandate authorities had not expected. Far from the Damascene notables, the Druze were behind the first actions. But while remote from the city, many had been administrative partners with French and Ottoman officials. They were joined by merchants from the Mīdān of Damascus, following the information channels established by the grain trade. The revolt mobilised different groups and social categories, and

went beyond the sectarian revolt and a few political or military elites: a whole segment of the last Ottoman generation took part. Some soldiers in the *Armée du Levant*, at the core of the repression, deserted or joined the revolt. The aim will be to examine the ‘collective action’ that characterised insurrectionary movements by studying the variety of connections between the individuals involved in the revolt.

Tawra is multifaceted: from demonstrations to armed insurrection, from guerrilla warfare to leaflets, from occupation to opposition petitions, and including the provision of material or financial support for rebellion. It is embedded in social forms that can be identified in acts and slogans. Contributions should explore the words and actions of the revolt in all of their diversity, and grasp how the revolt takes place in space and time. The question of how to spread the revolt is central: how could one be persuaded to join it, or to oppose it? Mobilisation reveals the structures and fractures that run through Syrian society: local or regional tribal solidarity, a sense of transnational religious community, ephemeral alliances...

Mobilisation also challenges the mandate's territorialisation. The militarisation of the repression, carried out by military columns and air strikes, and the scant use of police forces suggests that the mandate sought to control mobility, not space. The various police forces failed during the uprising: Lebanese gendarmes were mobilised to put down the uprising, while many Syrian gendarmes laid down their arms or joined the revolt. Through resistance contacts and post-Ottoman, diasporic, community or anti-colonial networks, the rebels built a movement that went beyond Syria, while giving substance to a Syrian proto-nationalism of Faysalian heritage. From local mobilisations to marginal international networks, from the villages of Hauran to the militants of Wadi al-Taym and tribes outside the geography of conventional revolt: the space of revolt will have to be defined and redefined.

II. Questions at a time of profound changes between two worlds (1918-1946)

Between 1911 and 1920, the Ottoman Arab East suffered the consequences of the Great War more than any other region of the empire. The implementation of the Ottoman reforms (*Tanzīmāt*) such as the equality of the Sultan's subjects, conscription and military mobilisation, had profound and traumatic effects on the populations, as did the post-war occupations. The post-Ottoman rebellions (1919-1927) brought together ex-Ottoman soldiers, officials and ordinary people. Whether they came from Damascus, Beirut, Jerusalem or the hinterlands of Greater Syria, almost all of them hated the division of the territories and the occupation implemented by the two mandatory powers (France and Great Britain). While they could agree on what they opposed, agreement on what they sought was more difficult.

How did Syrians involved in guerrilla warfare envisage themselves as a society in their liberation? What representations of the State and the nation to be built do they have of themselves? What territorial vision do they seek? Was it that of a national territory - *al-rubū' al-Sūriyya* - whose shape was defined especially after 1927? The theme of Syrian unity emerged before the Great Revolt, on the one hand to counter the division of territories promoted by the mandate, but also, on the other hand, in an effort, theorised by the nationalists, to build a Syrian ‘nation’ (*umma*) by opposing communal and even ethnic divisions. Unity, sacralised in contemporary struggles for sovereignty, has become a cornerstone of Syrian political culture.

III. From one *tawra* to another

The 1920s revolts have been a constant feature of Syrian history, memory and politics over the last century. The centrality of the revolts to official narratives and identity waned between 1966 and 2024, for reasons having to do with politics and the identity of the state. Arguably memories of revolt have returned to prominence since 2011, and perhaps even more since December 2024. Hawran and the Countryside of Damascus were central in 1925, and they were central in the Syrian Revolution after 2011 also.

From 2011 to 2024 comparisons arose, drawing on the history of the revolts, their territories and also the vehicles through which they were mobilised: from the widespread outcry to the action of the military (whether deserters or not), on to the key role of rural peripheries, on to symbolic times and places (the 40th Day, Friday mosque sermons, etc.), the centrality of Islam at the heart of an imaginary and plural referent, and the forms of local organisation of the *tawra*, etc. Much seemed to point back to 1919-1927; a time when the future seemed to be suddenly open. Closer examination shows a link with the political struggles of the 1930s, which also reveal a new generation of nationalists and the involvement of women in the field.

It is by examining the memory of the *tawra* of 2011-2024, using all possible media - oral (including songs and chants), written, opposition media, videos, etc. - that scholars may point out the emergence of a new protest culture. It is by examining the memory of the *tawra* from 2011-2024 through all possible media - oral (including songs and chants), written, clandestine media, videos, etc. - that researchers can point to the emergence of a new protest culture and define the extent to which it follows in the wake of the struggles of the inter-war period and the extent to which it is uniquely of its time.

IV. Rediscovering sources

In the national archive centres of the Arab world, most of which came into being only recently, contemporary archives are only rarely accessible. In 1959, the Damascus Historical Archives Centre (*Markaz al-wathā'iq al-tārīkhiyya*) was made up of collections gathered over the years from different cities (Hama, Aleppo, Homs). In this centre, the best-known, most accessible collections are those produced by the Ottoman bureaucracy, and more particularly the court registers (*siğillāt al-maḥākīm*); the archives produced subsequently remained restricted to a few documentary series often consisting of documents from the mandatory period. This centralisation of archives in the capital was not total, however, and many documents remained in their institution of production or were still hidden in unusual places by certain offices and scholars. As in Egypt, in Syria the French legal model of reinforced protection of archives and their consultation is the norm. This enhanced protection means that access to archives is restricted by an administrative system that is managed on a case-by-case basis and is more or less arbitrary depending on the degree of authoritarianism of the government. In the absence of strict legislation on the obligation to archive the documentation produced by public institutions, this heritage doctrine becomes opaque and reinforces the degree of distrust that some have towards official archive bodies. Thus, the history of

contemporary Syria, and more particularly of the Mandate period and the construction of the modern State, has been built up through colonial archives (particularly after the opening of the archives of the High Commission for Syria and Lebanon at the Centre des Archives Diplomatiques in Nantes), autobiographical accounts and private archives, the consultation of which depends on the degree of trust their holders have in the researcher. While the press and literature have made it possible to open up the field to a great deal of work in the interests of an 'equal' history, 'private' archives have become some true treasures.

Today, following the fall of the Assad regime on 08 December 2024, it is pertinent to revisit the issues of access to sources and the places where documentation is held, whether it be private, public, privatised, exiled or simply hidden in the institution where it was produced. While some collections have been carefully moved to safe locations (notably those at the Damascus Historical Archives Centre), others remain hidden: their existence is enigmatic. After more than a decade of destruction, if the writing of the history of contemporary Syria enters a new era, that of all possibilities; the work of the historian will also be that of the archivist to identify, find, process and map all the Syrian documentary collections scattered at the whim of political resistance, war violence and the exile of archive holders.

How to contribute

We invite researchers from all disciplines in the humanities and social sciences (history, sociology, anthropology, linguistics, political science, etc.) to submit proposals for papers that fall within one or more of the four areas described above. To submit your proposals, please send them before 15 June 2025 to: colloque.grs@gmail.com. Proposals should be limited to 300 words, and should include a brief presentation of the author.

In view of the limited resources available for the conference, we invite participants to request that their travel and accommodation costs be covered by their home institution. The organisers may be able to offer assistance if necessary. Papers will be presented in person; no remote arrangements are possible.

الذكرى المئوية للثورة السورية الكبرى

(1925-2025)

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH), Aix-en-Provence

ندوة دولية

كانون الأول/ديسمبر 2025 8-10

قرن من الثورات

قبل قرن من الزمان، في عام 1925، جنوب دمشق، أطلقت مجموعة صغيرة من المقاتلين حركة مقاومة مسلحة على أمل تحرير المنطقة من الاحتلال الاستعماري الفرنسي. وكانار في الهشيم، أثارت الثورة حركة مسلحة واسعة وتعبئة سياسية. قام محاربون عثمانيون قدامى من الحرب العالمية الأولى بتنظيم الجماعات المسلحة. وكانت المواجهة مع القوات الفرنسية المنتدبة عنيفة للغاية. وُلدت الثورة في قلب الريف، لكنها وجدت دعماً من سوريين مسيحيين من مختلف الفئات الاجتماعية والمكونات الطائفية والعرقية.

وعلى الرغم من نجاحاتها الأولية، فإن القصف الجوي الفرنسي والتعزيزات العسكرية الضخمة قضت على الثورة في عام 1927. تمثل هذه الثورة، وهي أهم ثورة عربية في فترة ما بعد العثمانيين قبل ثورة فلسطين عام 1936، حتى يومنا هذا مرجعاً قوياً ونموذجاً يُحتذى به. وقد كُتبت وتُعاد كتابة تاريخها من خلال الأعمال الأكاديمية والذاكرة السياسية. في عام 2011، عندما نزل السوريون إلى الشوارع للاحتجاج على الهيمنة الاستبدادية للأسد، وجدوا صدقاً لأفعالهم ومثلهم العليا في ذكرى الثورة السورية الكبرى عام 1925.

في ظل التحيزات التي أحدثتها الترجمة إلى اللغات الأجنبية، ظهرت التسميات المتتالية للثورة الكبرى عام 1925 بشكل رئيسي بعد انتهائها، تحت التأثير المزدوج للسرديات المدنية والقومية العربية. ينبغي فهم ثورات العشرينات (المعروفة بـ "ثورة الشمال 1919-1921" و "الثورة السورية الكبرى") على أنها تعبيرٌ عن أسس تعبئةٍ مُنجدرةٍ في تاريخ طويل الأمد، تتبع ديناميكياتها من تقاطع التّضامات المحلية والانتماءات الطائفية المؤطرة بروابط الدم (عصبية). ويُعيد الحرب العالمية الأولى، تحوّلت العصابات (تسمية الثوار المقاتلين آنذاك) بفعل الحداثة السياسية والعسكرية بوتيرة سريعة، إلى حدّ أنّ شكلها الأصلي اختفى نهائياً في نهاية الثورة الكبرى.

لماذا تغيرت طبيعة الحركات الشعبية بعد قمع الثورة السورية الكبرى في 1927؟ ولماذا بقي إرث وذاكرة هذه الثورات رغم اختفاء أساليب التعبئة في الشرق العربي في الفترة ما بعد العثمانية؟ كيف ولماذا تُشكّل ثورات العشرينات مرجعاً لدرجة أنها تساهم حتى اليوم في إحياء ثقافة شعبية حقيقية للثورة؟

أولاً. ثورات مناهضة للاستعمار: الثوار وأماكن الثورة

تبدأ الثورة الكبرى في المكان الذي لا تتوقعه المفوضية العليا للجمهورية الفرنسية في سوريا ولبنان. بعيداً عن الأعيان دمشقيين، كان الدروز هم من بدأوا أولى الأعمال الثورية. الكثير منهم كانوا محاربين إداريين للفرنسيين وكوادر عثمانية سابقة. انضم إليهم التجار من حي الميدان في دمشق، متتبعين قنوات المعلومات من تجارة الحبوب. حشدت الثورة مجموعات وطبقات اجتماعية مختلفة، وذهبت إلى ما هو أبعد من ثورة طائفية وبعض النخب السياسية أو العسكرية: شارك فيها جزء كبير من الجيل العثماني الأخير. بعض العسكريين في جيش المشرق (*armée du Levant*)، الذين كانوا في قلب القمع، إما انشقوا أو انضموا إلى الثورة. الهدف هو التساؤل عن "الانتقال إلى الفعل الجماعي" الذي تتميز به الحركات الانتفاضية من خلال دراسة تنوع الروابط بين الأفراد المنخرطين في الثورة.

الثورة متعددة الأشكال: من المظاهرة إلى الانتفاضة المسلحة، ومن حرب العصابات إلى المنشورات، ومن الاحتلال إلى عريضة المعارضة، مرورًا بالدعم المادي أو المالي للتمرد. إنها تتجسد في أشكال اجتماعية يمكن تتبعها في الأفعال والشعارات. ينبغي للمداخلات (في هذا الندوة) أن تناقش مفردات الثورة وأفعالها في تنوعها، وأن تبين كيفية تجسدها في المكان والزمان. السؤال حول انتشار الثورة هو مسألة مركزية: كيف يمكن إقناع الناس بالانضمام إليها أو معارضتها؟ تُشكل التعبئة كاشفًا للبنى والانقسامات التي تعبر المجتمع السوري: التضامن القبلي المحلي أو الإقليمي، الشعور بالانتماء الديني العابر للحدود الوطنية، التحالفات العابرة...

تتحدى التعبئة أيضًا الأسلوب الذي انتهجه الانتداب في ضبط الإقليم. فعسكرة القمع، من خلال الحملات العسكرية والضربات الجوية، إلى جانب ضعف حضور الشرطة، توحى بأن هدف الانتداب لم يكن السيطرة على الأرض، بل السيطرة على حركة الأشخاص. وقد فشلت مختلف أجهزة الشرطة خلال الثورة: إذ جرى استقدام عناصر من الدرك اللبناني لقمع الثورة، بينما ألقى عددٌ كبيرٌ من رجال الدرك السوريين سلاحهم أو انضموا إلى الثورة. ومن خلال اتصالات داخل المقاومة والشبكات، سواء أكانت من فترة ما بعد العثمانية، أو من الشتات، أو مكونات طائفية، أو حركات مناهضة للاستعمار، بنى الثوار حركة تجاوزت سوريا، وتُجسد في الوقت نفسه ملامح قومية سورية أولية ذات إرث فيصلي. من التعبئة المحلية إلى الشبكات الدولية الهامشية، من قرى حوران إلى مناصلي وادي التيم والقبائل الواقعة خارج جغرافيا الثورة التقليدية: لا بدّ من تعريف مساحة الثورة وإعادة تعريفها.

ثانيًا. تساؤلات عن زمن التحولات بين عالمين (1918-1946)

بين عامي 1911 و1920، عانى المشرق العربي العثماني من آثار الحرب العالمية الأولى أكثر من أي منطقة أخرى في الإمبراطورية. كان لتطبيق الإصلاحات العثمانية (تنظيمات) مثل المساواة بين رعايا السلطان، والتجنيد، والتعبئة العسكرية، آثار عميقة وصادمة على السكان، كما كان الحال مع الاحتلال الذي جاء بعد الحرب. أما الثورات ما بعد الفترة العثمانية (1919-1927)، فقد جمعت على الأرض بين الجنود العثمانيين السابقين، والمسؤولين، وعمامة الناس. سواء أتوا من دمشق أو بيروت أو القدس أو من المناطق النائية لسوريا الكبرى، كان معظمهم يكرهون تقسيم الأراضي والاحتلال الذي فرضته قوتا الانتداب (فرنسا وبريطانيا). ومع أنهم اتفقوا على ما يعارضونه، كانوا أقل إجماعًا على ما كانوا يسعون من أجله.

كيف كان السوريون المنخرطون في حرب العصابات يرون أنفسهم كمجتمع بعد تحررهم؟ ما هي التصورات التي كانت لديهم عن الدولة والأمة التي يجب بناؤها؟ ما هي رؤيتهم للحدود الإقليمية التي يسعون إليها؟ هل كانت هي فكرة "الأراضي الوطنية" - الربوع السورية - التي تحددت معالمها بشكل خاص بعد عام 1927؟ إن موضوع الوحدة السورية بدأ يتشكل منذ الثورة الكبرى، لمواجهة تقسيم الأراضي الذي فرضه الانتداب من جهة، ولإرساء أمة سورية من جهة أخرى، وهو أمرٌ نظر فيه القوميون كدور أساسي في مقاومة الانقسامات الطائفية والعرقية. اليوم، أليست الوحدة، التي تم تقديسها في النضال المعاصر من أجل السيادة، قد أصبحت العمود الفقري للثقافة السياسية السورية؟

ثالثًا. من ثورة إلى أخرى

شكلت انتفاضات عشرينيات القرن الماضي عنصرًا دائمًا في التاريخ والذاكرة والسياسة السورية خلال القرن الماضي. غير أن مكانتها المركزية في الهوية والسردية الرسمية تراجعت لأسباب تتعلق بالسياسة وهوية الدولة بين عامي 1966 و2024. لكنّ ذاكرة تلك الانتفاضات عادت بلا شك إلى الواجهة منذ عام 2011، وربما بشكلٍ أكبر منذ كانون الأول/ديسمبر 2024. كانت منطقتا حوران وريف دمشق محوريتين في عام 1925، تمامًا كما كانتا في قلب الثورة السورية منذ عام 2011.

من عام 2011 إلى عام 2024، ظهرت مقارنات استحضرت في آن معًا تاريخ الثورات ومناطقها وكذلك الآليات المختلفة التي تنتقل حشد التعبئة: من التعبير بالكلام على نطاق واسع إلى تحرك العسكريين (سواء أكانوا من المنشقين أم لا)، مرورًا بالدور المحوري للأطراف الريفية، والأوقات والأماكن الرمزية (اليوم الأربعاء، خطب صلاة الجمعة، إلخ)، وصولًا إلى مركزية الإسلام بوصفه جزءًا من الخيال الجمعي ومرجعيات متعددة، وإلى أشكال التنظيم المحلي للثورة، إلخ... بدا أن كل ذلك يحيل إلى الفترة ما بين 1919 و1927، تلك الفترة التي بدا فيها المستقبل فجأة مفتوحًا على احتمالات واسعة. لكن نظرة

أكثر تمعناً تُظهر وجود صلات مع النضالات السياسية في ثلاثينيات القرن العشرين، وهي نضالات كشفت بدورها عن جيل جديد من القوميين، وعن مشاركة النساء في العمل الميداني. إن دراسة ذاكرة ثورة 2011-2024، من خلال جميع الوسائط الممكنة - الشفوية (بما في ذلك الأهازيج والأغاني)، والكتابية، ووسائل الإعلام السريّة، والفيديوهات، وغيرها - هو ما يُمكن الباحثين من الإشارة إلى نشوء ثقافة احتجاجية جديدة، وتحديد المدى الذي تكون فيه هذه الثقافة في سياق نضالات ما بين الحربين العالميتين، وإلى أي حد تعبر عن خصوصية عصرها.

رابعاً. إعادة اكتشاف المصادر

في مراكز الأرشيف الوطني في العالم العربي، والتي أنشئت في معظمها حديثاً، نادراً ما تكون الأرشيفات المعاصرة متاحة للاطلاع. في عام 1959، تم تأسيس "مركز الوثائق التاريخية في دمشق"، وقد تكون من مجموعات تم تجميعها على مرّ السنين من خلال جمع وثائق من مدن مختلفة (حماة وحلب وحمص). في هذا المركز، تُعد المجموعات الأرشيفية الأكثر شهرةً وسهولةً في الوصول إليها هي تلك التي أنتجتها البيروقراطية العثمانية، ولا سيما سجلات المحاكم. أما الأرشيفات التي أُنتجت لاحقاً، فقد بقيت محصورة في عدد محدود من السلاسل الوثائقية، وغالباً ما تتكوّن من وثائق تعود إلى فترة الانتداب. إلا أن هذه السياسة المركزية للأرشيف في العاصمة لم تكن كاملة، إذ بقي عدد كبير من الوثائق في المؤسسات التي أُنتجت فيها، أو تم إخفاؤها في أماكن غير مألوفة من قبل بعض الأشخاص المهتمين بالتاريخ. كما هو الحال في مصر، يُعدّ النموذج القانوني الفرنسي للحماية المُعزّزة للأرشيف وآلية الاطلاع عليها هو السائد في سوريا. تؤدي هذه الحماية المُعزّزة إلى تقليص الوصول إلى الأرشيف، من خلال نظام إداري يُدار كلّ حالة على حدة، بشكلٍ قد يكون اعتبارياً إلى حدّ ما، وذلك تبعاً لدرجة التسلّط في أنظمة الحكم. وفي ظل غياب تشريع صارم بشأن الالتزام بأرشيف الوثائق التي تنتجها المؤسسات العامة، فإن عقيدة حماية التراث التاريخي هذه تصبح مبهمّة وتعزز درجة عدم الثقة التي يشعر بها بعض الناس تجاه هيئات الأرشيف الرسمية.

وهكذا، تم بناء تاريخ سوريا المعاصر وخاصة فترة الانتداب وبناء الدولة الحديثة من خلال الأرشيف الاستعماري (خاصة بعد فتح أرشيفات المفوضية العليا للجمهورية الفرنسية في سوريا ولبنان في مركز الأرشيف الدبلوماسي في مدينة نانت)، ومن خلال روايات السير الذاتية، وكذلك من خلال الأرشيفات الخاصة التي يعتمد الاطلاع عليها على درجة الثقة التي يوليها أصحابها للباحث. إذا كانت الصحف أو الأعمال الأدبية قد سمحت بفتح المجال أمام العديد من الدراسات في إطار السعي نحو كتابة تاريخ (بشكل متكافئ)، فإن الأرشيفات (الوثائق) «الخاصة» قد أصبحت كنزاً حقيقياً. اليوم، وبعد سقوط النظام البعثي لعائلة الأسد في 8 كانون الأول/ديسمبر 2024، من المناسب تجديد التساؤلات حول إمكانية الوصول إلى المصادر، وأماكن حفظ الوثائق، سواء كانت خاصة، أو عامة، أو مُخصّصة، أو منفية، أو ببساطة مُخفاة داخل المؤسسات التي أنتجتها. إن كانت بعض الأرشيفات قد نُقلت بعناية إلى أماكن آمنة (وخصوصاً تلك التي تعود إلى مركز الأرشيف التاريخي في دمشق)، فإن أخرى لا تزال مخبأة، ووجودها يُعدّ لغزاً. بعد أكثر من عشر سنوات من التدمير، تدخل كتابة تاريخ سوريا المعاصر عهداً جديداً، عهد كلّ الإمكانيات؛ فعمل المؤرّخ سيكون أيضاً عمل المؤرّش، في جرد الوثائق، والعثور عليها، ومعالجتها، ورسم خريطتها، وهي وثائق سورية مبعثرة بفعل حركات المقاومة السياسية، والعنف الناتج عن الحروب، ونفي أصحاب الأرشيف.

شروط المشاركة:

ندعو الباحثين والباحثات من جميع التخصصات في العلوم الإنسانية والاجتماعية (التاريخ، علم الاجتماع، الأنثروبولوجيا، اللسانيات، العلوم السياسية، علم الإسلام...) إلى تقديم مقترحات مداخلات تدرج ضمن واحد أو أكثر من المحاور الأربعة المذكورة أعلاه.

لإرسال مقترحات المداخلات، يُرجى توجيهها قبل **15 حزيران/يونيو 2025** إلى البريد الإلكتروني التالي:

colloque.grs@gmail.com

ينبغي ألا تتجاوز المقترحات **300 كلمة**، وأن تتضمن عرضاً موجزاً عن صاحب/ة المقترح. نظراً لمحدودية الموارد المتاحة للندوة، نرجو من المشاركين/ات طلب تغطية نفقات السفر والإقامة من المؤسسة التي ينتسبون إليها. وقد يتمكّن المنظمون، إذا لزم الأمر، من تقديم دعم مادي جزئي. سنُعقد المداخلات **بحضور مباشر فقط**، إذ لا يُتاح تنظيم مداخلات عن بُعد.

Bibliographie/Bibliography/مراجع

I – Indications / Details/ توجهات

Adham AL-JUNDI 1960

أدهم آل جندي، تاريخ الثورات السورية في عهد الإنتداب الفرنسي، مطبعة الإتحاد، دمشق ١٩٦٠.

Salama OBAYD 1951

سلامة عبيد، الثورة السورية الكبرى على ضوء وثائق لم تنشر 1925-1927، دمشق ١٩٥١.

Ludivine BANTIGNY *et al.* 2023, *Une histoire globale des révolutions*, La Découverte, Paris.

Leïla DAKHLI (dir.) 2020, *L'esprit de la Révolte – archives et actualité des révolutions arabes*, Le Seuil, Paris.

Louis LE DOUARIN 2022, *La fabrique de la Syrie et du Liban : cartes, savoirs géographiques et production du territoire en contexte impérial (1860-1933)*, Thèse de doctorat en Histoire et Civilisation, European University Institute, Florence.

Nadine MÉOUCHY 2010, "From the Great War to the Syrian Armed Resistance Movement (1919-1921): The Military and the *Mujahidin* in Action" dans Heike Liebau *et al.*, *The World in World Wars – Experiences, Perceptions and Perspectives from Africa and Asia*, Brill, Leiden – Boston, p. 499-518.

Nadine MEOUCHY 2015, « Les temps et les territoires de la révolte du Nord (1919-1921) », dans Jean-Claude David et Thierry Boissière (dir.), *Alep et des territoires – Fabrique et politique d'une ville, 1868-2011*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 81-104.

Jean-David MIZRAHI 2003, *Genèse de l'État mandataire – Service des Renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Publications de la Sorbonne, Paris.

Daniel NEEP 2012, *Occupying Syria under the French Mandate: Insurgency, Space and State Formation*, Cambridge University Press, Cambridge.

Idir OUAHES 2015, « Une ceinture » d'espace étatique : le contrôle des Bédouins au début du Mandat Français en Syrie/ Instituting a "Chain" of State Space: The Administration of Bedouins in Early French Mandate Syria », *L'Espace Politique*, revue en ligne de politique et de géopolitique, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/3695>

Michael PROVENCE 2005, *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*, University of Texas Press, Austin.

Michael PROVENCE 2017, *The Last Ottoman Generation and the Making of Modern Middle East*, Cambridge University Press, Cambridge – New York.

Mehdi SAKATNI 2022, « *Quand les Bédouins s'arrêteront.* » *Histoire des politiques de sédentarisation en Syrie mandataire (1920-1941)*, Thèse de doctorat en histoire (sous la direction de Nicolas Michel), Aix-Marseille Université, Marseille.

Martin THOMAS 2008, *Empires of Intelligence: Security Services and Colonial Disorder after 1914*, University of California Press, Berkeley – Los Angeles – London.

Benjamin WHITE 2017, « Refugees and the Definition of Syria, 1920–1939 », *Past & Present* 235, n° 1 (1^{er} mai 2017): p. 141-178.

II- Références sur les archive/archive references/مراجع متعلقة بالوثائق

Sophie COEURÉ 2007, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*, Payot, Paris.

Sonia COMBE 2009, *Archives et histoire dans les sociétés post-communistes*, BDCI, La Découverte, Paris.

Christine JUNGEN (dir.) 2019, *Archiver au Moyen-Orient. Fabriques documentaires contemporaines*, IISMM, Karthala, Paris.

Stéphane PEQUIGNOT et Yann POTIN (dir.) 2022, *Les conflits d'archives. France, Espagne, Méditerranée*, PUR, Rennes.

Francis Xavier Jr. BLOUIN and William G. ROSENBERG 2006, *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar*, The University of Michigan Press, USA.